

Vencorex et la gauche écocidaire

Que peut nous enseigner le feuilleton de huit mois (septembre 2024/avril 2025), qui vient de s'achever chez Vencorex ?

Après Arkema et le PVC en 2012, Ecopla et l'aluminium en 2016, FerroPem et le silicium¹ en 2021, voici un nouveau crime industriel en Isère : Vencorex et le chlore. L'entreprise chimique au sud de Grenoble, vient d'être démantelée après redressement judiciaire. Seule une part de son activité est rachetée par un groupe chinois. Indignation des salariés et de leurs souteneurs, qui voulaient poursuivre *en coopérative* des productions « stratégiques » pour la défense, le spatial et le nucléaire.

Vencorex, un cas chimiquement pur de fuite en avant techno-industrielle, révélateur du *progressisme* « anticapitaliste » et de sa volonté de puissance. Une leçon de choses social-technocrate.

Le feuilleton Vencorex a noirci les pages du *Daubé* et de la presse nationale durant huit mois. En bref : l'usine qui produit du sel technique, du chlore, de la soude, de l'hydrogène, des isocyanates, subit un étranglement financier dû à la concurrence chinoise, selon son propriétaire, le groupe thaïlandais de pétrochimie PTT GC.

Son placement en redressement judiciaire le 10 septembre 2024 déchaîne les réactions - des syndicats et élus locaux à la délégation interministérielle aux restructurations d'entreprises, en passant par la commission des affaires économiques à l'Assemblée nationale. Sans oublier le rituel défilé de politiques profitant de cette opportunité médiatique pour exhiber leur soutien aux grévistes et aux 450 salariés (Poutou, Roussel, Montebourg, Glucksmann, Aubry, Mélenchon, Hollande, etc.). Tous anxieux de « l'effet domino » d'une fermeture sur l'industrie chimique grenopolitaine. A 5 km de Pont-de-Claix, à Jarrie, la plateforme Arkema fonctionne en combinaison avec Vencorex, pour fournir du chlore aux centrales nucléaires de Framatome, à la fusée Ariane et aux missiles M51.

« L'effet domino » n'est plus ce qu'il était. Il désignait depuis l'explosion d'AZF, en septembre 2001, ce que syndicats, élus et journalistes se sont employés à faire oublier : le risque d'explosion en chaîne de ces usines chimiques.

Début avril 2025, deux offres de reprise sont déposées au tribunal de commerce de Lyon. BorsodChem, filiale du concurrent chinois Wanhua, propose de ne garder qu'une partie des activités et des emplois de Vencorex.

La seconde offre vient de salariés cégétistes et d'un élu local, Olivier Six, patron d'une boîte d'ingénierie et d'installations métalliques. Lesquels s'associent dans un projet de SCIC (société coopérative d'intérêt collectif) pour conserver l'ensemble de la chaîne de production, avec le soutien financier des collectivités locales et, espèrent-ils, de groupes privés.

Certes, cette « coopérative d'intérêt collectif » fonctionnerait, comme toutes ses pareilles, dans le cadre du mode de production capitaliste, mais ses participants feraient une fois de plus, à leur

¹ Cf. « Réindustrialisons » : quand Là-bas si j'y suis défend le cancer français », « Défense du cancer français : séquelles », « Le cancer de l'industrie » (2012)
« Cancer français : la récurrence » (2016) et « Le cycle du silicium » (2021) sur www.piecesmaindoeuvre.com

échelle, la démonstration qu'ils peuvent se passer des capitalistes – à défaut de se passer de capitaux. Qu'ils peuvent se « réapproprier leurs moyens de production » et les exploiter collectivement, par eux-mêmes et pour eux-mêmes.

« Et alors, dit la fable anticapitaliste, une fois expropriés les actionnaires rapaces, incompetents et exploiters de main-d'œuvre, tous les profits de Vencorex seraient réinvestis dans la coopérative, afin d'acheter des machines, d'entretenir l'outil de production, d'améliorer les dispositifs de sécurité, de mieux payer les salariés (de l'ouvrier à l'ingénieur, à chacun selon son mérite), de poursuivre la R&D afin de concevoir de nouveaux produits et d'automatiser la production. Ce serait le socialisme dans la boîte en attendant le socialisme planétaire (« un autre monde est possible », etc.). »

Le socialisme, c'est l'industrialisme moins les rentiers du capital. Une association de malfaiteurs, *mais à leur compte*.

Hélas, le tribunal tranche le 10 avril en faveur des Chinois. « Vencorex, c'est 120 ans d'histoire industrielle qui vont s'arrêter ici² », sanglote Christophe Ferrari, maire de Pont-de-Claix, président de la Métro et chimiste de formation. L'usine a été créée pour produire des gaz de combat en 1916 ; puis cette « société du Chlore liquide » est devenue tour à tour Progil, Rhône-Poulenc, Rhodia, Vencorex.

Cet épilogue d'une histoire locale rapportée dans nos enquêtes depuis plus de vingt ans³, nous intéresse d'abord comme un concentré de l'idéologie industrialiste qui unit technocrates et militants « anticapitalistes ».

L'industrie, ou la soumission à l'inexorable

Les salariés et soutiens de Vencorex ont une nouvelle pour nous. Ce n'est pas le fonctionnement de leur site chimique qui est dangereux, *mais son arrêt*. Ainsi apprend-on qu'à 100 km de l'usine, dans la Drôme, les mines de sel de Hauterives qui alimentent Pont-de-Claix en saumure par pipeline risquent de s'effondrer si elles ne livrent plus leur unique client. Alerte de la fédération drômoise du Parti communiste :

« En cas d'arrêt de Vencorex, il n'y a plus de débouché pour la saumure qui est extraite inexorablement des cavités de la mine de Hauterives à raison de 30 m³ minimum par heure, et qu'il est impossible d'arrêter avant des dizaines d'années sans risquer des effondrements géologiques⁴. » Et de s'inquiéter « du devenir de dizaines d'hectares fragilisés où nichent des villages⁵ ! »

« Les conséquences environnementales de la fin de cette exploitation seraient fortement préoccupantes⁶ », insistent les députés du Nouveau Front populaire. Pour éviter une catastrophe à Hauterives, *nous serions donc contraints de faire tourner l'usine chimique de Pont-de-Claix durant des dizaines d'années, inexorablement*. Qu'est-ce que cet impératif, sinon celui de la fuite en avant techno-industrielle, tel que décrit par Jacques Ellul :

² *Le Daubé*, 11/04/25

³ Cf. notamment « Le laboratoire grenoblois », (2002), « Chimie : des "antipollueurs" aux "écotechs" » (2005) sur www.piecesetmaindoeuvre.com ; Pièces et main d'œuvre, *Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau !*, L'Échappée, 2013

⁴ Communiqué du PCF Drôme, 2/02/25

⁵ *L'Humanité*, 28/03/25

⁶ Proposition de loi visant à nationaliser Vencorex n° 976, déposée le 18/02/25

« (...) il y a autoaccroissement dans la mesure où la technique provoque des nuisances que seule la technique peut compenser. (...) L'absence de choix à l'égard des problèmes est à proprement parler l'autoaccroissement – quand une technique fonctionne, elle perturbe : il faut répondre. Le "il faut" déterminera l'autoaccroissement⁷. »

Même mauvaise foi et même fuite en avant au sujet des nuisances de la plateforme de Pont-de-Claix. Le site menacé de fermeture, sa pollution centenaire devient soudain dangereuse, justifiant... le maintien de l'usine Vencorex.

Suivez bien, c'est technique : tant qu'on produit, l'empoisonnement de toute une région est négligeable ; si on arrête, cet empoisonnement devient un risque majeur. En fait, la fermeture *révèle* l'empoisonnement qu'on s'appliquait à ignorer. Sous l'usine, le poison : 120 hectares contaminés à jamais - à moins d'être dépollués. Mais qui paiera ce chantier d'un milliard d'euros ? Encore l'État et les collectivités ? Le maire et président de la Métro, Ferrari calcule : la poursuite de la pollution, même une pollution *nationalisée*, serait plus économique.

« La nationalisation, c'est près de 350 millions. C'est quoi, 350 millions ? Ils n'ont jamais voulu parler du coût de la dépollution du site. Aujourd'hui, on estime à plus d'un milliard. Donc c'est quoi le plus intéressant⁸ ? »

Rappelons que dans la commune de ce chimiste, *il est interdit* de consommer les légumes de son potager et les poissons pêchés dans le Drac, et que la nappe d'eau souterraine est impropre à toute utilisation. Eaux, sols et air saturés de polluants éternels et de substances toxiques, dont les ravages sur les populations voisines, la faune et la flore, sont documentés de longue date mais oh, *c'est quoi le plus intéressant ?*

Mélenchon, en visite sur le site quelques jours plus tôt, affiche le même cynisme :

« Et si Vencorex fermait, il faudrait dépolluer le site pour le convertir. La facture serait astronomique. La reconversion serait beaucoup plus chère qu'une nationalisation temporaire⁹. »

Leçon de morale industrielle : si tu ne veux pas payer pour tes crimes, persévère.

Et la CGT : « la revitalisation de la plateforme risque d'être fortement entravée par une absence de dépollution¹⁰ ». Gare au quiproquo quant à cette « revitalisation », amis naturiens, la CGT ne réclame pas le retour des castors, des truites ni des abeilles, mais de *la production*.

Rien, sur ce point, ne distingue les industrialistes de gauche (la social-technocratie), de l'industriel du centre François Bayrou. Le premier ministre se dit prêt à « simplifier des procédures de demandes d'autorisation environnementales¹¹ », afin de favoriser les projets de reconversion de la plateforme. Les sociétés restant sur place « *bénéficieront* toujours du classement Seveso », assure le chef du gouvernement.

Pardon ? On sursaute, on croyait que ce classement au nom infâmant dénonçait la dangerosité des activités industrielles. Erreur : il la *légitime*. Confirmation du président de French Tech

⁷ J. Ellul, *Le Système technicien* (1977), Le Cherche-midi, 2004

⁸ « Qui sauvera l'industrie chimique en France ? », France Culture, *Le Grand reportage*, 28/03/25

⁹ *Le Daubé*, 12/03/25

¹⁰ Communiqué de la CGT, « Urgence à la nationalisation de Vencorex », 18/12/24

¹¹ *Le Daubé*, 25/02/25

Alpes, Romain Gentil, élu socialiste de Grenoble, qui lorgne sur les plateformes de Pont-de-Claix et de Jarrie pour y installer des start up *innovantes* :

« Leur surface, leur classement Seveso haut, sont pour lui des atouts "rares en France et encore plus à proximité des métropoles"¹². »

Sommes-nous mauvais en *business*. Voyons, c'est évident, un site Seveso « haut » offre, selon les experts, une plus grande capacité de stockage de produits dangereux. Un Seveso « bas » permet par exemple de ne stocker que 50 à 200 tonnes d'ammoniac, un Seveso « haut », plus de 200 tonnes. *Plus intéressant*, diraient Ferrari, Mélenchon & Cie, surtout à proximité d'une métropole.

Malgré tout, les syndicats, CGT, CFE-CGC, CFDT, ainsi que les associations France nature environnement et Sera (Santé environnement Rhône-Alpes), se prétendent soucieux du contribuable et du respect de la loi, qui impute la charge de la dépollution au dernier exploitant ou au propriétaire du site Seveso. Ils viennent de porter plainte pour contraindre l'industriel à financer ce chantier.

« Cette plateforme, c'est une bombe chimique à retardement¹³ », lâche leur avocat, le conseiller régional Vert Pierre Janot. L'impudence n'étouffe pas ces imposteurs, que nul n'a vus s'émouvoir depuis des décennies, quand l'usine crachait des isocyanates¹⁴ à pleins tuyaux. Nul « retardement » à Pont-de-Claix, alors que la bombe chimique salope le milieu depuis un siècle.

On reconnaît ici la manière torve des écotechs, ces technocrates experts en gestion des nuisances, dangereux perturbateurs cognitifs. Depuis les années 70, ils négocient les détails, pour un empoisonnement conforme à la loi. Relisez notre enquête de 2005, « Chimie : comment les "Antipollueurs" se sont transformés en "écotechniciens" », pour mesurer leur entêtement dans le déni. Rien n'a changé depuis nos conclusions d'alors :

« N'importe qui doué de sens commun conclurait que la seule gestion raisonnable du phosgène, de tous ces poisons et explosifs stockés à Pont-de-Claix, c'est l'arrêt pur et simple de leur production. Mais les écotechs ne sont pas n'importe qui. Experts et verts, ils sont doublement intéressés à la *maintenance* du risque. Écologistes, ils s'érigent politiquement en médiateurs, entre la population et les industriels. Ils disent le juste milieu entre la chèvre et le chou. Techniciens, ils parfument l'emprise de leur caste en atténuant de leur main verte, les malfaisances dues à la main noire de leurs collègues. Et ainsi, dans le meilleur des systèmes techniciens, la bonne technique, seule, complète et corrige la mauvaise technique, renforçant d'autant leur pouvoir unifié¹⁵. »

Vous trouvez qu'on exagérait ? Écoutez la députée Verte iséroise Cyrielle Chatelain à l'Assemblée nationale vingt ans plus tard, le 30 avril dernier :

« Les écologistes ne sont pas contre l'installation de data centers, (...) ils sont contre les dérogations au droit de l'urbanisme pour les construire¹⁶. »

¹² *Le Daubé*, 6/03/25

¹³ *Le Daubé*, 17/04/25

¹⁴ Substance chimique produite à partir du phosgène, gaz mortel qui tua 3000 personnes à Bhopal

¹⁵ Sur www.piecesetmaindoeuvre.com

¹⁶ Assemblée nationale, deuxième séance du 30/04/25

Collectivisation de la destruction

La même Cyrielle Chatelain initie en février 2025 une proposition de loi pour la nationalisation de Vencorex, ainsi justifiée : « Le gouvernement a abandonné. Ils ont failli et sont prêts à jeter notre patrimoine industriel à la poubelle alors même qu'on en a besoin¹⁷. »

D'une seule voix, la social-technocratie - rouge, rose, verte, ou arc-en-ciel - demande la nationalisation de Vencorex, au nom de la « souveraineté », des emplois et de la *transition écologique*.

« Premier secteur industriel en termes d'émissions de gaz à effet de serre, [la chimie] représente près de 22 mégatonnes de CO₂ émises en 2019, soit près de 5 % des émissions de la France. Verdir ce secteur dans un contexte de hausse de la demande et de concurrence internationale féroce est un véritable défi, qui ne peut faire l'économie d'un pilotage stratégique, si besoin assuré au moins temporairement par l'État français¹⁸. »

Soit une industrie ultra polluante et dangereuse, qui plus est climaticide. Tout être raisonnable, voire écologiste, réfléchirait à sa fermeture et aux moyens de se passer de sa production. Option interdite même de *pensée* pour nos fanatiques industrialistes. « Verdir » est leur mot de code pour *maintenir* la pollution, les risques – donc la contrainte sécuritaire – et les émissions de gaz à effet de serre, moyennant de menues réductions *en valeurs relatives*. Ces technocrates camouflés en « écologistes » se battent pour des nuisances et destructions *durables*. Polluer moins, polluer lentement, pour polluer longtemps, toujours polluer.

Pour réaliser l'impossible – la « croissance verte » et « l'industrie verte » - revoilà le canular de la collectivisation vertueuse. Selon cette mystification, une usine productrice de chlore, de phosgène, d'isocyanates, ne produirait ni PFAS, ni dioxines, ni CO₂, si l'on retirait sa direction au secteur privé capitaliste pour la gérer collectivement, via l'État ou en coopérative. Voyez les conglomérats soviétiques et chinois, les Charbonnages de France ou Elf-Aquitaine durant sa période nationalisée : des modèles de production écologique.

Voyez donc Rhône-Poulenc, *entreprise d'État* de 1982 à 1993, alors qu'elle exploite la plateforme chimique de Pont-de-Claix. Elle y produit entre autres des intrants pour l'agrochimie, avant de passer le relais à Rhodia en 1998 – puis Vencorex en 2008.

Les études sont formelles, les pesticides *nationalisés* sont aussi ravageurs pour l'eau, les insectes et la faune en général que ceux du secteur privé. Par ailleurs, leur production *collectivée* n'a rien changé à l'empoisonnement du milieu, d'après le fichier Basol de pollution des sols sur plusieurs décennies. C'est d'ailleurs sous « pilotage stratégique » de l'État qu'en septembre 1982, Rhône-Poulenc relâche dans le Rhône au sud de Lyon des produits qui massacrent 50 tonnes de poisson¹⁹.

Quant à l'exposition des salariés à des substances cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques *nationalisées*, elle fait les mêmes dégâts sur leur santé que dans le secteur privé, si l'on en croit les jugements condamnant Rhodia/Rhône-Poulenc pour ses pratiques durant des décennies à Pont-de-Claix²⁰.

¹⁷ *Le Daubé*, 25/02/25

¹⁸ Proposition de loi visant à nationaliser Vencorex n° 976, déposée le 18/02/25

¹⁹ Cf. « Rhône-Poulenc et la pollution du fleuve », *Le Monde*, 18/09/1982

²⁰ Cf. l'arrêt de la cour de cassation du 15/01/20 : www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000041490490 et *Le Daubé* 7/03/24

Ce n'est pas tout. Privée ou publique, Rhône-Poulenc intoxique la région de Cubatão au Brésil entre 1965²¹ et 1993, pour produire notamment du pentachlorophénol, un pesticide ravageur. Des décharges chimiques accumulées font de la région « un des sites les plus pollués au Brésil selon les ONG²² ». Une procédure judiciaire du parquet de São Paulo confirme que « le sol, les eaux de surface et souterraines et la chaîne alimentaire (crabes, poissons, fruits et légumes, etc.) de la région ont été contaminés²³ », au point que le tribunal ordonne la fermeture de l'usine en 1993. Syndicalistes et industrialistes, promoteurs d'une nationalisation de Vencorex, écoutez vos collègues brésiliens parler du « pilotage stratégique » de l'État français :

« En 1994, un groupe de travailleurs s'est réuni pour fonder l'ACPO, alors appelée Association des personnes professionnellement contaminées par les organochlorés (...) L'unité de fabrication en question appartient à la société Rhodia située à Cubatão/SP, une société qui était alors filiale du groupe d'État français Rhône-Poulenc²⁴. »

« Comme l'a publié Rafael Evangelista dans *Planeta Porto Alegre*, "le gouvernement français n'a ménagé aucun effort pour contourner la difficulté. (...)" La désinformation empêche le grand public de voir le mouvement de l'entreprise qui s'est terminé par le rapatriement de l'activité chimique rentable et l'abandon total de la partie problématique face aux pressions environnementales. Bien plus qu'une simple sortie française²⁵. »

La technocratie n'a qu'une idée

Quelle surprise. L'industrie produit en détruisant, à mesure de sa puissance, *quels que soient son organisation sociale et son mode de gestion*, comme l'ont montré deux cents ans d'expérience à ciel ouvert. Capitaux privés et subsides d'État *obéissent* à l'impératif technologique et industriel, et non l'inverse, sous la direction de technocrates interchangeables formés à cet impératif.

Rhône-Poulenc est dirigé successivement par Jean Gandois (1976-1982), ingénieur polytechnicien ; Loïk Le Floch-Prigent (1982-1986), ingénieur INPG (polytechnique Grenoble) ; Jean-René Fourtou (1986-1999), ingénieur polytechnicien. Polytechniciens comme le furent avant eux Louis Loucheur et Alexandre Giros, industriels et actionnaires de la société du Chlore liquide à Pont-de-Claix en 1916 - l'ancêtre de Progil/Rhône-Poulenc/Rhodia/Vencorex.

Tous sont des archétypes de cette technocratie que Saint-Simon (1760-1825), le théoricien fondateur du socialisme industriel, désigne comme la classe dirigeante des sociétés industrielles. La classe de l'expertise, de l'efficacité et de l'organisation rationnelle des choses communes. « La politique est donc, pour me résumer en deux mots, la science de la production²⁶ », écrit-il.

²¹ Le site brésilien appartient alors à Progil, tout comme Pont-de-Claix, avant de fusionner avec Rhône-Poulenc entre 1969 et 1975

²² « Rhodia, dossier pollué », *Libération*, 8/04/2005

²³ ACPO - Association pour le contrôle des polluants, <https://acpo.org.br/caso-rhodia/>

²⁴ <https://acpo.org.br/institucional/a-entidade/>

²⁵ <https://acpo.org.br/caso-rhodia/contaminacao-ambiental-e-movimentacao-corporativa/>

²⁶ Saint-Simon, *L'Industrie* (1816)

Le primat de la production efface la distinction public/privé. Pardon d'enfoncer cette porte ouverte, mais elle reste pour la gauche *anticapitaliste* (la social-technocratie) un mur blindé. Revoilà donc cette gauche social-technocrate avec cette idée démente - qu'elle croit vertueuse - pour la plateforme chimique :

« Avec ce projet [Ndr : de nationalisation] et le maintien de la production de chlore, de soude et d'acide chlorhydrique qui sont des matières premières essentielles, la disponibilité d'utilités sur la plateforme, des services supports maintenus et du foncier disponible, Pont de Claix pourrait devenir la plateforme idéale pour mener un projet de production de silicium polycristallin pour les besoins des marchés de l'énergie photovoltaïque (filrière PV) ou de l'électronique²⁷. »

Incurables ravageurs. Les technocrates n'ont qu'une idée : toujours plus d'industrie et de technologie. Cette monomanie leur ayant interdit toute lecture de notre enquête sur le désastre écologique du cycle du silicium²⁸, il nous faut leur rappeler que la filière du silicium polycristallin n'a rien à envier à celle des organochlorés en matière de destruction de ressources naturelles et de paysages, de pillage d'eau et d'énergie, ou de pollution, des mines aux dépotoirs électroniques.

Voilà de quoi débattre avec leurs alliés des Soulèvements de la Terre, cosignataires de leur tribune *unitaire* « La lutte contre les licenciements dans l'industrie est une lutte écologiste²⁹ ». Les Soulèvements de la Terre ayant manifesté récemment contre l'électronique devant l'usine STMicroelectronics de Grenopolis. Faisons confiance à leur souplesse dialectique. Ces industrialistes associés trouveront bien un *arrangement* pour attaquer le pillage de l'eau et la contribution à l'industrie de l'armement de STMicro et - en même temps - pour défendre Vencorex, son empoisonnement de l'eau et sa contribution à l'industrie de l'armement *depuis un siècle*³⁰.

Illusoire réappropriation de la puissance

Pour sauver Vencorex, les industrialistes anticapitalistes ont une idée originale : *la réappropriation des moyens de production*. La solution, ressasse Éric Coquerel en visite à Grenoble, c'est « une rupture nette avec ce capitalisme³¹ ». La France Insoumise veut donner le pouvoir aux salariés, « seuls vrais experts »³², rejoignant la tribune unitaire des syndicalistes et des faux écologistes, qui préconisait de « socialis[er] sans rachat les usines condamnées à fermer, sous le contrôle des travailleurs ».

Et tous de soutenir l'offre de reprise de l'entreprise en coopérative, « (...) parce qu'on y croit, parce qu'on n'arrive pas à se résigner, à laisser partir toutes ces compétences et tous ces savoir-faire³³ », dit Séverine Déjoux, élue CGT.

²⁷ Communiqué de la CGT, « Urgence à la nationalisation de Vencorex », 18/12/24

²⁸ « Le cycle du silicium. Des carrières aux dépotoirs en passant par nos smartphones », oct. 2021, sur www.piecesetmaindoeuvre.com

²⁹ Tribune de décembre 2024 de la CGT Total Énergies, Extinction Rebellion, les Amis de la terre et les Soulèvements de la Terre

³⁰ Cf. Pièces et main d'œuvre, *Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau !* Éditions L'Échappée, 2013

³¹ *Le Daubé*, 30/04/25

³² Idem

³³ <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-grand-reportage/qui-sauvera-l-industrie-chimique-en-france-4267682>

Les salariés sont aidés par l'Union nationale des coopératives, en particulier par sa vice-présidente Laurence Ruffin, présidente d'une Scop dans le numérique, candidate social-technocrate à la mairie de Grenoble pour 2026 et sœur du défenseur de l'emploi industriel François Ruffin. Laquelle explique « la gouvernance collective » du modèle :

« On associe des salariés, des collectivités comme dans le cas de Vencorex, des fournisseurs, des sous-traitants, etc. Ensuite, l'intérêt du montage en coopérative c'est de savoir ce qu'on veut faire de cette structure. On ne peut ni délocaliser, si revendre, ni faire de plus-value sur l'entreprise. L'argent est utilisé pour développer l'entreprise. On est là pour pérenniser une structure. Il faut réfléchir à une économie au service des territoires. Il faut s'assurer que le modèle économique est viable et qu'on a bien une équipe avec des compétences³⁴. »

Compétences techniques, filière intégrée, développement industriel. Rien ne distingue les principes de fonctionnement de l'usine en coopérative et de l'usine capitaliste, hors la question financière et spéculative. *Mais ça change tout !*, s'étranglent les anticapitalistes, ignorant la forêt industrielle derrière l'arbre financier. Qu'importent les profits ou les dividendes, pour « pérenniser une structure » avec un « modèle économique viable », comme dit l'experte Ruffin, il faut obéir aux lois techno-industrielles. Produire selon la demande du marché. Affronter la concurrence. Innover. Optimiser les *process*. Développer l'expertise. Croître. Bref, détruire pour produire, augmenter l'entropie de la matière et de l'énergie, alimenter le moteur fatal de la puissance.

Une coopérative produisant le combustible de la fusée Ariane lanceuse de satellites, celui des missiles M51 des sous-marins nucléaires, ou des éponges de zirconium pour les centrales nucléaires, voilà le programme de la social-technocratie. Et l'on ose dire que nous caricaturons, nous, *les naturiens* ! Mais les industrialistes se chargent bien, tout seuls, de s'auto-caricaturer et de faire de la réalité une caricature que, depuis Gébé, Fournier et *La Gueule ouverte* (1972), nous n'avons fait que *rapporter*.

La défense de l'emploi sert d'argument-bâillon depuis les débuts de l'industrie afin d'interdire les questions que les industrialistes refusent d'affronter.

L'industrialisation multiplie les moyens de la puissance - donc de la destruction - et entraîne la confrontation entre ces moyens : la course à la puissance. Pour défendre son rang, son avantage compétitif, la souveraineté du pays ou la « pérennité de notre modèle » comme disent les élus, il faut se donner des moyens menaçant *toute pérennité*. Le sous-titre de *La Gueule ouverte*, c'était : « Le journal qui annonce la fin du monde ».

Le choix de la puissance entraîne à court terme la disparition des *subissants* (les Tibétains, les Indiens d'Amérique, les peuples d'Amazonie, les paysans, les milieux naturels, leurs animaux et végétaux), et à moyen terme, la disparition collective - voyez le franchissement de six des neuf limites planétaires, plaçant la Terre « hors de la zone de sécurité pour l'humanité », selon les scientifiques³⁵.

Quant aux *puissants*, les adeptes transhumanistes du Surhomme, ils s'imaginent survivre en jetant les superflus par-dessus bord et en mobilisant à leur seul profit les « ressources »

³⁴ <https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/vencorex-laurence-ruffin-nous-explique-les-contours-du-projet-de-reprise-en-cooperative-8329251>

³⁵ « Earth beyond six of nine planetary boundaries », *Science Advances*, 13/09/23, DOI: 10.1126/sciadv.adh2458, cité in *L'Electron libre*, « l'autre journal du centenaire de l'exposition internationale de la Houille blanche », édition Service compris, mars 2025

résiduelles afin d'édifier leur Mère Machine ; leur cybermachine totale dont ils seront les heureux machins³⁶.

Pour nous, *naturiens* (luddites, décroissants, anti-industriels, etc.), la seule question qui vaille maintenant discussion, c'est : peut-on sortir de la puissance sans disparaître ? L'enquête continue.

Pièces et main d'œuvre
Grenopolis, le 19 mai 2025

Lire aussi

Sur www.piecesetmainoeuvre.com :

- Le laboratoire grenoblois (2002)
- Du crabe dans l'Isère (2004)
- Chimie : des « antipollueurs » aux « écotechs » (2005)
- Réindustrialisons » : quand *Là-bas si j'y suis* défend le cancer français (2012)
- Défense du cancer français : séquelles (2012)
- Le cancer de l'industrie (2012)
- Des ouvriers contre le crime industriels (2012)
- La mort à Tarente (2012)
- Cancer français : la récurrence (2016)
- Le cycle du silicium (2021)

En Pièces détachées sur papier (à commander par la Poste) :

- n°16 : « Vert comme un technocrate »
- n°57 : « Sur le cancer industriel »
- n°71 : « Nos vies valent plus que nos emplois »

En librairie :

- Pièces et main d'œuvre, *Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau !*, L'Échappée, 2013
- Marius Blouin, *De la technocratie. La classe puissante à l'ère technologique*, Service compris, 2023

³⁶ Cf. Pièces et main d'œuvre, *Manifeste des chimpanzés du futur contre le transhumanisme*, 2017, nouvelle édition 2024, Éditions Service compris